



Numéro PPQ/9410

mardi 17 mars 2015

Les grands titres:

- Un nouveau rapport de l'UNICEF montre l'impact dévastateur d'Ebola sur 9 millions d'enfants
- Syrie : la Commission d'enquête de l'ONU juge cruciale la lutte contre l'impunité
- L'ONU appelle les citoyens du monde à sélectionner une chanson qui les rend joyeux
- La situation au Darfour ne s'est pas améliorée au cours des douze derniers mois, selon l'ONU
- Le prix Nobel Satyarthi appelle à mettre fin au travail des enfants, « le plus grand crime contre l'humanité »
- La FAO renforce son effort de sécurité alimentaire dans les pays touchés par la crise syrienne

Un nouveau rapport de l'UNICEF montre l'impact dévastateur d'Ebola sur 9 millions d'enfants



17 mars - L'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest a un impact dévastateur sur les enfants, qui représentent environ 20% des infections en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, et il est crucial de vaincre ce fléau pour les protéger ainsi que leurs communautés, selon un rapport du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) publié mardi.

« L'épidémie ne sera pas terminée tant qu'il n'y aura pas zéro cas et tant que chaque contact n'aura pas été retrouvé et surveillé. Nous ne pouvons pas nous permettre de baisser la garde », déclare la Coordinatrice des situations d'urgence pour Ebola à l'UNICEF, Barbara

Bentein. « Dans le même temps, les services de base doivent être rétablis en toute sécurité et de façon responsable, en utilisant les moyens de lutte ».

Le rapport examine l'impact dramatique que l'épidémie d'Ebola a sur les enfants alors qu'elle a frappé des communautés particulièrement vulnérables dans des pays parmi les plus vulnérables du monde. Sur les plus de 24.000 personnes infectées, environ 5.000 sont des enfants, et plus de 16.000 enfants ont perdu un ou deux de leurs parents ou bien la principale personne qui s'occupe d'eux. Et, pour la plupart des 9 millions d'enfants vivant dans les zones touchées, le virus Ebola a été terrifiant.

Le rapport souligne également le rôle central joué par les communautés dans la lutte contre l'épidémie et montre des tendances encourageantes en matière de comportements. Au Libéria, par exemple, un sondage indique que 72% des gens pensent que quiconque affiche les symptômes d'Ebola obtiendra de meilleurs soins à un centre de traitement, ce qui est important parce que beaucoup de gens avaient tendance à garder les victimes d'Ebola à la maison, propageant l'infection dans la communauté.

Tout en participant à la lutte contre Ebola, l'UNICEF et ses partenaires ont vacciné des milliers d'enfants contre d'autres maladies mortelles comme la rougeole, ont renforcé les services de soins de santé primaires, et ont contribué à réduire les risques d'infection au virus Ebola lorsque les écoles ont rouvert après avoir été fermées pendant des mois.

À plus long terme, investir dans l'amélioration des systèmes de soins de santé dans les pays touchés par Ebola permettra de



s'attaquer à d'autres maladies telles que la rougeole, la pneumonie et la diarrhée, qui ont un lourd impact sur les enfants, selon le rapport.

Syrie : la Commission d'enquête de l'ONU juge cruciale la lutte contre l'impunité



17 mars - La Commission d'enquête internationale indépendante des Nations Unies sur la République arabe syrienne a une nouvelle fois jugé cruciale mardi la lutte contre l'impunité dans ce pays, alors qu'elle présentait son neuvième rapport devant le Conseil des droits de l'homme à Genève.

« Une stratégie coordonnée contre l'impunité et la volonté de la mettre effectivement en œuvre sont absolument nécessaires », a déclaré le Président de cette Commission d'enquête, Paulo Pinheiro, lors d'une conférence de presse.

« Notre objectif a toujours été de promouvoir et de soutenir un recours effectif pour les victimes. Il est indispensable que les responsables présumés rendent des comptes », a-t-il ajouté.

La Commission ne rendra pas publique aujourd'hui une liste de noms, jugeant préférable de divulguer ces noms de manière ciblée. « Nous allons donner des noms et des informations sur les responsables présumés aux autorités chargées des poursuites et qui préparent des dossiers destinés à être présentés devant un pouvoir judiciaire compétent et impartial. Ce sera un processus qui respecte les droits de l'homme, les droits des accusés à un procès équitable, et le droit des victimes à la vérité », a-t-il souligné.

Paulo Pinheiro a ajouté que la Commission d'enquête continuait de plaider « pour que le Conseil de sécurité saisisse la Cour pénale internationale ou un tribunal ad hoc sur la question de la Syrie ».

« Cette guerre est une chronique d'occasions manquées de la part des Etats ayant une influence politique et de la communauté internationale au sens large. Il est temps de trouver des solutions aux obstacles qui sont restés constants alors que le nombre de morts a grimpé », a conclu le Président de la Commission d'enquête.

La semaine dernière, alors que la guerre en Syrie est entrée dans sa cinquième année, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a appelé la communauté internationale à ne pas abandonner les Syriens et à aider trouver une solution politique pour mettre fin à ce conflit.

L'ONU appelle les citoyens du monde à sélectionner une chanson qui les rend joyeux



17 mars - Dans la perspective de la Journée internationale du bonheur qui sera célébrée le 20 mars, les Nations Unies appellent les citoyens du monde à sélectionner une chanson qui les rend joyeux dans le cadre de sa campagne #HappySoundsLike.

« Partagez votre définition du bonheur par le biais de la musique et votre morceau apparaîtra peut-être dans la playlist #HappySoundsLike! La playlist la plus heureuse du monde sera disponible le vendredi 20 mars en libre écoute dans le monde entier », précise le site web de cette campagne (<http://www.happysoundslike.com/fr>) qui a été organisée

grâce au soutien de MixRadio.

Dans une vidéo qui peut être vue sur ce site web, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, encourage les internautes à travers le monde à être heureux et à afficher leur solidarité avec ceux qui sont « confrontés à de graves difficultés ».

« En cette journée nous utilisons le langage universel de la musique pour montrer notre solidarité avec les millions de gens à travers le monde qui souffrent de la pauvreté, des violations des droits de l'homme, des crises humanitaires et des effets de la dégradation de l'environnement et du changement climatique », déclare le Secrétaire général.

Ban Ki-moon a choisi la chanson de son Messenger pour la paix Stevie Wonder « Signed, Sealed, Delivered », ajoutant que ce qui le rendrait heureux est la signature d'un nouvel accord sur le climat et de nouveaux objectifs sur le développement durable d'ici la fin de cette année.

D'autres célébrités, dont Charlize Theron, Lang Lang, Michael Douglas, Angélique Kidjo, James Blunt, Idris Elba, David Guetta, John Legend, Cody Simpson and Pharrell Williams, contribueront à cette playlist la plus joyeuse du monde.

La situation au Darfour ne s'est pas améliorée au cours des douze derniers mois, selon l'ONU



17 mars - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU consacrée à la situation au Darfour, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, a souligné mardi qu'il n'y avait pas eu de progrès tangibles en un an pour résoudre le conflit dans cette région du Soudan.

« L'évolution de la situation au Darfour au cours des douze derniers mois n'a démontré aucun signe d'amélioration ou de progrès tangibles en vue d'une résolution du conflit », a dit M. Ladsous devant les membres du Conseil de sécurité.

S'agissant de la situation sécuritaire, celle-ci s'est détériorée de manière significative au cours de l'année écoulée, selon le Secrétaire général adjoint. « Les combats entre le gouvernement du Soudan et les groupes armés non-signataires ont nettement augmenté », a-t-il noté. Il a également souligné que la situation humanitaire au Darfour s'était dégradée en 2014, avec plus de 450.000 personnes déplacées à cause des violences. Sur ce nombre, au moins 300.000 sont toujours déplacés, la plupart vivant dans des camps.

« Dans un tel contexte, les trois priorités stratégiques préconisées par la revue de la Mission de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD) et avalisées par le Conseil de Sécurité demeurent pertinentes, et leur mise en œuvre constitue l'objectif primordial de la Mission », a déclaré Hervé Ladsous. « A cet égard, il est plus que jamais nécessaire que le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine intensifient leurs pressions sur les parties en présence, afin qu'elles engagent des négociations directes en vue d'une cessation des hostilités, première étape nécessaire vers un processus de paix global et définitif au Darfour ».

Le Conseil de sécurité de l'ONU avait adopté le 3 avril 2014 une résolution identifiant trois priorités stratégiques pour la MINUAD.

Ces trois priorités sont : l'appui à la médiation entre le gouvernement du Soudan et les groupes rebelles non signataires du Document de Doha pour la paix au Darfour ; la protection des populations civiles et la contribution au rétablissement des conditions de sécurité nécessaires à l'apport d'une aide humanitaire en toute sécurité et la facilitation d'un accès sans entrave de l'aide humanitaire à tout le Darfour ; et l'appui, en concertation avec l'équipe pays des Nations Unies, à la médiation des conflits communautaires à travers des mesures en vue de résoudre leurs causes profondes.

Selon M. Ladsous, depuis l'adoption de ces priorités, « la MINUAD a accompli d'importants progrès en vue de leur mise en œuvre ».

Le prix Nobel Satyarthi appelle à mettre fin au travail des enfants, « le plus grand crime contre l'humanité »



17 mars - Priver les enfants de leur enfance et de leur liberté est « le plus grand crime contre l'humanité », a déclaré mardi le militant des droits de l'enfant et lauréat du prix Nobel de la paix, Kailash Satyarthi lors d'une visite au siège des Nations Unies à New York.

Dans un entretien avec le Centre d'actualités de l'ONU, M. Satyarthi s'est félicité de la dynamique dans la lutte pour éradiquer le travail et l'esclavage des enfants depuis qu'il a reçu le Prix Nobel de la paix 2014, se disant optimiste sur le fait que cette lutte serait finalement un succès.

« Les premières heures après l'annonce du Prix Nobel de la Paix en octobre ont suscité tellement d'attention dans le monde sur le sort des enfants les plus exploités et les plus ignorés de la planète », a-t-il expliqué. « Tout à coup, toute la question de l'esclavage des enfants, du travail des enfants, de l'éducation des enfants, de la violence visant les enfants, a fait son apparition dans le débat mondial ».

M. Satyarthi a reçu le prix Nobel de la paix avec la militante Malala Yousafzai en récompense de leurs efforts en faveur des droits des enfants partout dans le monde.

« Tous les enfants sont nos enfants et nous devons réagir », a-t-il dit. « Je ne peux pas attendre parce que l'enfance ne peut pas attendre ».

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le nombre d'enfants dans le monde qui travaillent a diminué de façon significative depuis 2000, passant de 246 millions à 168 millions, avec plus de la moitié d'entre eux (environ 85 millions) engagés dans des travaux dangereux tels que l'exploitation minière.

M. Satyarthi a attribué une grande partie des succès sur le terrain à l'impact cumulatif et aux efforts des organisations de la société civile, des gouvernements, des agences des Nations Unies, des entreprises et de la société dans son ensemble.

Toutefois, malgré les succès sur le terrain, le lauréat du prix Nobel a exhorté à davantage d'efforts, prévenant qu'une « génération entière serait perdue si nous n'agissons pas maintenant ».

« Je suis persuadé que nous allons être en mesure de mettre fin à l'esclavage des enfants et au travail des enfants. Je suis très optimiste à ce sujet », a-t-il ajouté. « Nous ne pouvons pas nous dire civilisés si un seul enfant vit dans l'esclavage où que ce soit dans le monde ».

La FAO renforce son effort de sécurité alimentaire dans les pays touchés par la crise syrienne



17 mars - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué mardi avoir intensifié son soutien à la Jordanie et aux autres pays du Proche-Orient touchés par la crise humanitaire en Syrie qui vient d'entrer dans sa cinquième année.

En présence du Ministre jordanien de l'agriculture Akef Al-Zou'Bi, le Directeur général de la FAO José Graziano da Silva a donné le coup d'envoi à trois projets qui permettront d'améliorer, au profit des décideurs, l'information sur la sécurité alimentaire et la nutrition et à empêcher la propagation des maladies animales à travers les frontières.

« Grâce à un don de 1,6 million de dollars du Programme 'Vivres pour la Paix' (Food For Peace) de l'USAID, la FAO offrira une assistance technique aux institutions gouvernementales et autres partenaires en Syrie, Jordanie, Liban et Irak afin de mettre en place un réseau d'information inclusif qui permettra de mieux comprendre et analyser les questions de sécurité alimentaire dans la région », a indiqué M. Graziano da Silva lors d'une visite en Jordanie.

Selon l'ONU environ 3,9 millions de personnes ont fui la Syrie, la majorité s'étant réfugiée dans les pays voisins.

En améliorant l'échange et l'analyse des données sur la sécurité alimentaire entre les agences des Nations Unies, les ONG et les gouvernements, le nouveau réseau d'information permettra d'intervenir en faveur des populations vulnérables sur la base de meilleurs renseignements et garantira que les ressources restreintes seront mieux ciblées.

« Les ressources allouées à la crise en Syrie sont limitées par rapport aux besoins. Il est par conséquent crucial que les organismes des Nations Unies et leurs partenaires ciblent leur assistance de façon stratégique, en tenant compte de la gravité, de l'ampleur et des causes sous-jacentes de la vulnérabilité », a déclaré le Représentant de la FAO en Jordanie Nasredin Hag Elamin.

« Il est essentiel de disposer d'informations opportunes sur la sécurité alimentaire pour orienter cet effort. Les organismes de secours pourront ainsi prendre des décisions judicieuses sur les mesures requises en faveur de la population syrienne et des pays voisins qui hébergent les réfugiés », a-t-il ajouté.

Un projet d'un demi-million de dollars financé par le Programme de coopération technique de la FAO vient compléter cet effort pour aider les institutions nationales de Jordanie, du Liban et d'Irak à mieux répondre aux problèmes de sécurité alimentaire et à renforcer la résilience des communautés face aux épreuves qu'elles endurent en ce moment.

Le Directeur général de la FAO et le gouvernement jordanien ont passé un accord visant à améliorer la disponibilité et le partage des données sur les moyens d'existence et à renforcer les capacités des pays partenaires en matière d'alerte rapide sur les menaces pesant sur la sécurité alimentaire.

La Syrie, le Liban et l'Irak étaient déjà confrontés, avant la crise syrienne, à de sérieux défis en matière de lutte contre la faim et la malnutrition. Le conflit en cours a soulevé d'autres difficultés pour ces pays en ce qui a trait à la réalisation d'importants Objectifs du Millénaire pour le développement liés à la nutrition, à la sécurité alimentaire, à l'accès à l'eau et aux services d'assainissement, ainsi qu'à la mortalité infantile et maternelle.

L'effondrement des services vétérinaires publics en Syrie constitue une menace supplémentaire dans la mesure où un nombre croissant d'animaux potentiellement porteurs de maladies traversent les frontières vers les pays limitrophes.

Afin d'endiguer la propagation des maladies transfrontières, la FAO et le gouvernement jordanien sont déterminés à aider les services publics locaux et les laboratoires vétérinaires à renforcer leurs capacités de dépistage rapide et de lutte contre les maladies du bétail et à évaluer l'impact socio-économique de ces maladies sur les communautés pastorales de Jordanie.

« L'élevage est le gagne-pain principal de nombreuses communautés pastorales de Jordanie ainsi qu'une source de nutrition pour l'ensemble du pays. Une intervention rapide pour protéger les troupeaux des maladies est donc une composante essentielle de la sécurité alimentaire en ces temps de crise », a souligné M. Hag Elamin.

Les ménages jordaniens et les réfugiés syriens résidant dans le nord de la Jordanie ont été les plus touchés par la crise syrienne en termes de sécurité alimentaire et de nutrition.

Grâce à un don d'un demi-million de dollars octroyé par le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU (CERF), la FAO, en collaboration avec le Ministère jordanien de l'agriculture, doit lancer un projet pilote comprenant la création de micro jardins potagers et des cours de formation en matière de nutrition dont bénéficieront les plus vulnérables parmi les communautés du nord de la Jordanie. L'objectif de ce projet est d'améliorer l'apport en micronutriments grâce à une alimentation plus équilibrée et de promouvoir la préparation d'aliments cuisinés suivant les critères d'une bonne nutrition.